

Message Text

UNCLASSIFIED

PAGE 01 STATE 044192
ORIGIN L-03

INFO OCT-01 AF-10 ARA-14 EUR-12 NEA-10 ISO-00 EB-08
SEC-01 JUSE-00 COME-00 TRSE-00 SS-15 SP-02 NSC-05
CIAE-00 INR-10 NSAE-00 SIG-02 /093 R

DRAFTED BY L/EB:SBENSON
APPROVED BY L:MFELDMAN
EB/OIA - RKAUZLARICH

-----107443 211742Z /43

R 211524Z FEB 78
FM SECSTATE WASHDC
TO AMEMBASSY NOUAKCHOTT
AMEMBASSY DAKAR
AMEMBASSY BAMAKO
AMEMBASSY CONAKRY
AMEMBASSY ABIDJAN
AMEMBASSY LOME
AMEMBASSY OUAGADOUGOU
AMEMBASSY NIAMEY
AMEMBASSY NDJAMENA
AMEMBASSY COTONOU
AMEMBASSY YAOUNDE
AMEMBASSY BANGUI
AMEMBASSY ALGIERS
AMEMBASSY LIBREVILLE
AMEMBASSY BRAZZAVILLE
AMEMBASSY KINSHASA
AMEMBASSY BUJUMBURA
AMEMBASSY RABAT
AMEMBASSY DJIBOUTI
AMEMBASSY PARIS
AMEMBASSY PORT AU PRINCE
AMEMBASSY ANTANANARIVO

UNCLAS STATE 044192

UNCLASSIFIED

UNCLASSIFIED

PAGE 02 STATE 044192

E.O. 11652: N/A

TAGS: EINV, EGEN, ECOSOC, UN

SUBJECT: NEW US LAW ON ILLICIT PAYMENTS

REF: STATE 1067

1. BELOW IS FRENCH TRANSLATION OF INFORMAL SUMMARY OF FOREIGN CORRUPT PRACTICES ACT AND PRESIDENT'S SIGNING STATEMENT, COMMUNICATED IN REFTEL. PLEASE NOTE AND EMPHASIZE TO GOVERNMENTS AND OTHER RECIPIENTS THAT THE SUMMARY IS INFORMAL AND SHOULD NOT REPLACE THE ACT ITSELF AS A GUIDE TO WHAT IS AND IS NOT PROHIBITED.

NOUVELLE LOI DES ETATS-UNIS RELATIVE AUX PAIEMENTS
ILLICITES

LE PRESIDENT CARTER A PROMULGUE LA LOI DE 1977 RELATIVE
AUX PRATIQUES DE CORRUPTION A L'ETRANGER, INTERDISANT
LA CORRUPTION DE FONCTIONNAIRES ETRANGERS AUX FINS
D'AFFAIRES COMMERCIALES A L'ETRANGER.

SOMMAIRE DE LA LOI:

A) NORMES DE COMPTABILITE: LA LOI EXIGENT QUE TOUS LES
EMETTEURS (ETRANGERS ET AMERICAINS) DE TITRES ENREGISTRES
AUPRES DE LA COMMISSION DES OPERATIONS DE BOURSE TIENNENT
UNE COMPTABILITE EXACTE DE TOUTES TRANSACTIONS, ET
ETABLISSENT ET MAINTIENNENT DES SYSTEMES PERMETTANT UN
CONTROLE EFFICACE DE LA COMPTABILITE INTERNE.

B) PRATIQUES DE CORRUPTION A L'ETRANGER: LA LOI INTER-
UNCLASSIFIED

UNCLASSIFIED

PAGE 03 STATE 044192

DIT, ET PREVOIT DES SANCTIONS PENALES (AMENDES ET
EMPRISONNEMENT) A CET EGARD, TOUT USAGE DES SERVICES
POSTAUX AMERICAINS OU DE TOUT INSTRUMENT DU COMMERCE
AMERICAIN DANS LE BUT DE FACILITER LA CORRUPTION DE
FONCTIONNAIRES DE GOUVERNEMENTS ETRANGERS OU DE PARTIS
POLITIQUES ETRANGERS (DIRECTEMENT OU PAR DES INTERME-
DIAIRES) AFIN D'OBTENIR LEUR AIDE POUR ENTREPRENDRE OU
POURSUIVRE DES AFFAIRES COMMERCIALES AVEC TOUTE PERSONNE.
DES SANCTIONS PENALES SONT PREVUES POUR LES INFRACTIONS
COMMISES 1) PAR DES EMETTEURS (ETRANGERS OU AMERICAINS)
DE TITRES ENREGISTRES EN APPLICATION DE LA LOI SUR LES
OPERATIONS DE BOURSE ET 2) PAR DES ENTREPRISES AMERI-
CAINES, DEFINIES COMME DES INDIVIDUS CITOYENS,
RESSORTISSANTS OU RESIDENTS DES ETATS-UNIS ET DES
SOCIETES DONT LE LIEU PRINCIPAL DE LEURS AFFAIRES EST
AUX ETATS-UNIS OU QUI SONT CONSTITUEES EN VERTU DES
LOIS AMERICAINES. DES SANCTIONS PENALES DISTINCTES
SONT PREVUES POUR LES INFRACTIONS COMMISES PAR DES
PERSONNES, QUE CES PERSONNES SOIENT OU NON DES CITOYENS,
DES RESSORTISSANTS OU DES RESIDENTS DES ETATS-UNIS,
SI CE SONT 1) DES CADRES SUPERIEURS OU DES DIRECTEURS
D'UN EMETTEUR DE TITRES OU D'UNE ENTREPRISE AMERICAINE,

2) DES ACTIONNAIRES D'UN EMETTEUR DE TITRES OU D'UNE ENTREPRISE AMERICAINE, S'ILS AGISSENT POUR LE COMPTE DE L'EMETTEUR OU DE L'ENTREPRISE ET 3) DES EMPLOYES OU AGENTS D'UN EMETTEUR DE TITRES OU D'UNE ENTREPRISE AMERICAINE, S'ILS ONT COMMIS UN ACTE JUGE ETRE UNE INFRACTION DE LA PART DE L'EMETTEUR OU DE L'ENTREPRISE AMERICAINE LES EMPLOYANT ET, SI CE NE SONT PAS DES

CITOYENS, DES RESSORTISSANTS OU DES RESIDENTS AMERICAINS, S'ILS RELEVANT "AUTREMENT DE LA JURIDICTION DES ETATS-UNIS". AINSI, BIEN QUE LA LOI S'ADRESSE PRINCIPALEMENT AUX PERSONNES ET ENTREPRISES AMERICAINES, LES RESSORTISSANTS ETRANGERS PEUVENT EGALEMENT ETRE PASSIBLES DE SANCTIONS PENALES SI CE SONT DES CADRES SUPERIEURS, UNCLASSIFIED

UNCLASSIFIED

PAGE 04 STATE 044192

DES DIRECTEURS DES ACTIONNAIRES OU (DANS DES CIRCONSTANCES PLUS PARTICULIERES) DES EMPLOYES OU DES AGENTS D'ENTREPRISES AMERICAINES. LE COMMERCE AMERICAIN COMPREND LES ECHANGES EXTERIEURS, LE COMMERCE, LES TRANSPORTS OU LES COMMUNICATIONS ENTRE LESETATS-UNIS ET TOUT PAYS ETRANGER OU AUTRE LIEU OU NAVIRE HORS DES ETATS-UNIS, Y COMPRIS LES SERVICES POSTAUX ET TELEPHONQUES. C'EST AINSI QUE DES ACTES COMME DES APPELS TELEPHONQUES EN PROVENANCE DES ETATS-UNIS ET MENANT A DES ACTES DE CORRUPTION PAR DES FILIALES OU PAR DES RESSORTISSANTS ETRANGERS PEUVENT EUX-MEMES CONSTITUER DES INFRACTIONS EN TANT "QU'ACTES FAVORISANT" LA SUBORNATION A L'ETRANGER. IL EST A NOTER QUE LA LOI VISE LES PAIEMENTS FAITS POUR ENTREPRENDRE OU POURSUIVRE DES AFFAIRES COMMERCIALES ET NON LES PAIEMENTS MINIMES DESTINES A FACILITER LES ACTIVITES GOUVERNEMENTALES COURANTES COMME LE DEDOUANEMENT. LES FONCTIONNAIRES ETRANGERS SONT DEFINIS COMME DES CADRES OU EMPLOYES DE GOUVERNEMENTS, OU DE MINISTRES, D'AGENCES OU D'ORGANISMES DESDITS GOUVERNEMENTS, OU DES PERSONNES AGISSANT A TITRE OFFICIEL POUR LE COMPTE DESDITS GOUVERNEMENTS OU ORGANISMES, MAIS NON CELLES DONT LES FONCTIONS SONT ESSENTIELLEMENT NON DISCRETIONNAIRES OU DE SIMPLES EMPLOIS DE BUREAU.

DECLARATION DU PRESIDENT: QUOTE

C'EST AVEC PLAISIR QUE JE PROMULGUE AUJOURD'HUI LES LOIS EMANANT DU PROJET DE LOI S.305 , INTITULEES LOI DE 1977 RELATIVE AUX PRATIQUES DE CORRUPTION A L'ETRANGER ET LOI DE 1977 RENFORCANT LA DIVULGATION DES INVESTISSEMENTS AUX ETATS-UNIS ET A L'ETRANGER.

UNCLASSIFIED

UNCLASSIFIED

PAGE 05 STATE 044192

LORS DE MA CAMPAGNE PRESIDENTIELLE, J'AI SOULIGNE A
MAINTES REPRISES LA NECESSITE D'UNE LEGISLATION
STRICTE VISANT A INTERDIRE LA SUBORNATION DE LA PART DE
SOCIETES DU SECTEUR PRIVE. LE PROJET DE LOI S.305
PREVOIT LA SANCTION NECESSAIRE.

JE PARTAGE LE SENTIMENT DU CONGRES QUE LA CORRUPTION DE
FONCTIONNAIRES EST REPUGNANTE DU POINT DE VUE MORAL
ET INUTILE DU POINT DE VUE COMPETITIF. LES PRATIQUES DE

NCLASSIFIED

CORRUPTION ENTRE SOCIETES COMMERCIALES ET FONCTIONNAIRES
A L'ETRANGER MINENT L'INTEGRITE ET LA STABILITE DES
GOUVERNEMENTS ET NUISENT A NOS RELATIONS AVEC D'AUTRES
PAYS. LES REVELATIONS RECENTES DE LA CORRUPTION DE
FONCTIONNAIRES SUR UNE GRANDE ECHELLE A L'ETRANGER ONT
DIMINUE LA CONFIANCE PUBLIQUE DANS NOS INSTITUTIONS
FONDAMENTALES.

CETTE LOI REND ILLEGAUX AUX TERMES DE LA LEGISLATION
AMERICAINE LES PAIEMENTS AUX FINS DE CORRUPTION DE
FONCTIONNAIRES ETRANGERS. ELLE EXIGE QUE LES
SOCIETES DONT LE PUBLIC EST ACTIONNAIRE TIENNENT UNE
COMPTABILITE ET DES LIVRES EXACTS ET QU'ELLES ETABLIS-
SENT DES CONTROLES COMPTABLES PERMETTANT DE PREVENIR
L'EMPLOI DE MOYENS "HORS COMPTABILITE" QUI ONT ETE
UTILISES POUR DISSIMULER LA CORRUPTION DE
FONCTIONNAIRES COMMISE PAR DES SOCIETES DANS LE PASSE.
LA LOI EXIGE AUSSI UNE PLUS GRANDE DIVULGATION DE
L'IDENTITE DES DETENTEURS D'ACTIONS ENREGISTREES AUPRES
DE LA COMMISSION DES OPERATIONS DE BOURSE.

CES EFFORTS, CEPENDANT, NE PEUVENT ENTIEREMENT PORTER
FRUIT DANS LA LUTTE CONTRE LA SUBORNATION ET L'EXTOR-
TION QUE SI LES AUTRES PAYS ET LES ENTREPRISES PRIVEES
UNCLASSIFIED

UNCLASSIFIED

PAGE 06 STATE 044192

ELLES-MEMES PRENNENT DES MESURES COMPARABLES. PAR
CONSEQUENT, J'ESPERE QUE LES PROGRES SE POURSUIVRONT
AUX NATIONS UNIES EN VUE DE LA NEGOCIATION D'UN TRAITE
SUR LES PAIEMENTS ILLICITES. JE TROUVE EGALEMENT
ENCOURAGEANT LE NOUVEAU CODE DE LA CHAMBRE DE COMMERCE
SUR LES PRA

Message Attributes

Automatic Decaptioning: X
Capture Date: 01 jan 1994
Channel Indicators: n/a
Current Classification: UNCLASSIFIED
Concepts: LAW, BRIBERY, TRANSLATIONS
Control Number: n/a
Copy: SINGLE
Draft Date: 21 feb 1978
Decaption Date: 01 jan 1960
Decaption Note:
Disposition Action: n/a
Disposition Approved on Date:
Disposition Case Number: n/a
Disposition Comment:
Disposition Date: 01 jan 1960
Disposition Event:
Disposition History: n/a
Disposition Reason:
Disposition Remarks:
Document Number: 1978STATE044192
Document Source: CORE
Document Unique ID: 00
Drafter: SBENSON
Enclosure: n/a
Executive Order: N/A
Errors: N/A
Expiration:
Film Number: D780078-0362
Format: TEL
From: STATE
Handling Restrictions: n/a
Image Path:
ISecure: 1
Legacy Key: link1978/newtext/t19780232/aaaabavm.tel
Line Count: 215
Litigation Code IDs:
Litigation Codes:
Litigation History:
Locator: TEXT ON-LINE, ON MICROFILM
Message ID: 6dd2b7d2-c288-dd11-92da-001cc4696bcc
Office: ORIGIN L
Original Classification: UNCLASSIFIED
Original Handling Restrictions: n/a
Original Previous Classification: n/a
Original Previous Handling Restrictions: n/a
Page Count: 4
Previous Channel Indicators: n/a
Previous Classification: n/a
Previous Handling Restrictions: n/a
Reference: 78 STATE 1067
Retention: 0
Review Action: RELEASED, APPROVED
Review Content Flags:
Review Date: 08 mar 2005
Review Event:
Review Exemptions: n/a
Review Media Identifier:
Review Release Date: n/a
Review Release Event: n/a
Review Transfer Date:
Review Withdrawn Fields: n/a
SAS ID: 3534403
Secure: OPEN
Status: NATIVE
Subject: NEW US LAW ON ILLICIT PAYMENTS
TAGS: EINV, EGEN, FR, ECOSOC, UN
To: NOUAKCHOTT DAKAR MULTIPLE
Type: TE
vdkgvwkey: odbc://SAS/SAS.dbo.SAS_Docs/6dd2b7d2-c288-dd11-92da-001cc4696bcc
Review Markings:
Sheryl P. Walter
Declassified/Released
US Department of State
EO Systematic Review
20 Mar 2014
Markings: Sheryl P. Walter Declassified/Released US Department of State EO Systematic Review 20 Mar 2014